# L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLÉANS, VENDREDI MATIN, 24 FEVRIER 1871. 44me Année—Vol. XLIV.

DUFOUR & LIMET, PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLÉANS. VENDREDI MATIN, 24 FEVRIER.



VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par G. Léaumont, au No 69 de la rue de Chartres — Etablissement de printemps, articles de toilette et chapeaux.

Par C. De Feriet, aux Nos 255 et 257 de la rue du Canal — Magnifique ameublement, tableaux à l'huile, vieilles gravures encadrées, pianos.

Par Louis Stern & Bros., au No. 18 de la rue de Chartres — bottes, souliers et brodequins.

Par Hoffman, Marks & Co., au No 26 de la rue de Chartres — "Notions" et articles de fantaisie, lunettes de spectacles, sacs de voyage et sacs de chemins de fer.

☞ Faites imprimer vos factures, cartes, etc., au "Pelican Printing Office", en-coignure des rues Camp et Perdido.

☞ L'ANDIN PERE et sons MELANGE — Cognacs fins en toutes grandes chez J. VILLARRIBIA & Co., Successeurs d'Ernest Turpin, 93 rue Vieille-Levée.


## THEATRES.

AUJOURD'HUI, VENDREDI.

ACADÉMIE DE MUSIQUE.—Daughter of the Regiment.

ST CHARLES — Colleen Bawn.

MUSÉE CRESCENT CITY—Nos 40 et 42, rue St Charles.

## La part du feu.

La semaine dernière, nous terminions un article dans lequel nous avions résumé ce que nous contait la reconnaissance, par l'appel suivant à l'opinion publique :

Le moment est venu où si l'on ne veut risquer de tout perdre, il faut en toute hâte former une ligue du Bien public qui avisera aux moyens à employer pour arriver le développement énergique que pousse nos législateurs à ruiner l'Etat de fond en comble, et pour rendre à la Louisiane le crédit, la sécurité et la stabilité gouvernementale dont elle a besoin pour poursuivre le cours de ses destinées.

Les protestations partielles et isolées de quelques industriels lésés ne suffisent pas à arrêter le torrent destructeur de la législation radicale. Il faut un mouvement général, et ces citoyens qui en prendront l'initiative auront réellement bien mérité de toute la population.

Le *Times* abonde dans notre sens et fait de son côté, un appel aux citoyens, dans un article qui intitule "le seul remède." Si bon, le principal obstacle au développement fécondé de nos ressources et des avantages de notre situation commerciale, c'est notre gouvernement qui est le pire des gouvernements que le monde ait jamais vus."

L'état de choses actuel est bien propre à tenir à l'écart les émigrants et les capitaux. Le crédit de la ville et celui de l'Etat baissent de jour en jour, et la propriété perd constamment de sa valeur à mesure que s'accroît le fardeau déjà trop lourd des impôts.

Notre confrère rappelle l'extravagance avec laquelle les fonds publics sont dilapidés, les entraves apportées au commerce et à l'industrie par la création de monopoles et de privilèges oppressifs au profit de quelques spéculateurs et de politiciens. Il dit que ces exactions et ces spoliations étendront leur influence désastreuse jusqu'aux générations futures, et qu'on en arrivera où à la répudiation des dettes, ou à l'anéantissement de la vigueur et de la force productrice de notre communauté.

Le *Times* conclut en disant que le seul remède est dans les mains du peuple, et qu'il ne voit de résistance possible à de tels abus que dans une coalition de tous les citoyens honnêtes de toutes les classes, pour mettre un terme aux plans des spéculateurs et à l'abus qui est fait des pouvoirs publics. Enfin, l'article de notre confrère se termine par le paragraphe suivant :

"Quelques-uns même de ceux qui ont été entraînés par la force de mauvaises relations, alarmés des conséquences des actes passés, pourront se joindre au mouvement de réforme. Le moment est trop grave pour hésiter. Tout citoyen qui a un intérêt quelconque dans la prospérité de l'Etat, doit se lever et s'unir."

Nous sommes de cet avis. Le mal est trop avancé, le péril trop grand pour s'arrêter devant des considérations futiles. Faisons, puisqu'il le faut, la part du feu, afin de sauver ce qui a échappé jusqu'ici à la rapacité sans cesse croissante de nos législateurs. Nous appelons à toute l'énergie, de quelque part qu'elle vienne, et nous laissons dans l'ombre les griefs passés pour ne voir que le bien présent. Qu'on institue une ligue du Bien public, et que tous ceux qui veulent réellement, sinon réformer, sauver notre Etat et notre ville de la ruine, soient invités à s'unir. Puis, qu'on se mette à l'œuvre, sans tarder, par tous les moyens d'action dont pourra disposer une organisation qui devrait, il nous semble, compter sur adhérents les quarts cinquièmes de la population.

La presse a fait son devoir en signalant le mal et en faisant appel à l'opinion publique. Qu'un homme énergique se mette à la tête du mouvement et nous sommes convaincu que la population presque tout entière l'appuiera, car elle est profondément découragée et indignée de ce qui se passe et il ne faut qu'un signal pour la réveiller de son apparente indifférence.

## Les Waterworks s'il vous plait.

Par le temps qui court, nous nous mêlons de tous les bals, surtout de ceux qui ne se font contracter que par leur prête et qui invoquent dans ce titre le prétexte allaciant de la salubrité publique.

Tout est matière à convoitise et conséquemment à législation. Les waterworks ont donc été le point de mire de plus d'une bande de spéculateurs. Avoir le droit de vendre l'eau aux bons habitants de la Nouvelle-Orléans à des prix plus que raisonnables, voilà de quoi tenter ceux qui connaît le secret de faire passer les bills.

Aussi, avons-nous eu plusieurs projets sur cette mine féconde. Parmi ces projets nous avons dénoncé le bill du Sénat No 32 qui était intitulé "Acte pour autoriser la ville de la Nouvelle-Orléans à lever des contributions pour l'eau sur toutes les propriétés situées le long des rues où les conduits d'eau seraient établis, et pour traiter avec toute compagnie incorporée de la vente des waterworks."

Eh bien! ce bill qui faisait payer l'eau aux gens qui ne s'en servaient pas, était d'une innocuité relative en comparaison de celui qui substitue qui vient d'être présenté par le sénateur de comté, Barbier. Voici le petit pompeux de ce substitut :

"Acte pour incorporer la Compagnie des Water-Works de la ville de la Nouvelle-Orléans, pour définir ses droits et ses pouvoirs, pour lever des contributions pour l'eau sur les propriétés, pour fixer la perception des dites contributions et pour punir les contraventions commises contre les franchises de la dite Compagnie, pour la protection de la santé des habitants de la cité."

La santé des habitants! Dieu nous préserve des bills qui invoquent ce prétexte!

Le bill No 32 donnait au moins le droit à ceux de faire son prix pour les Water-Works; celui-ci les paye deux millionnaires dollars. Le subsidiaire, dans la supposition que ces Water-Works qui ne fardeau pour la ville, les donne généralement à la Compagnie à la charge de payer l'hypothèque dont sont grevés les Water-Works, hypothèque qui représente le revenu d'une année. Moyennant cette bagatelle, la Compagnie sera propriétaire des Water-Works et aura le droit de mettre à contribution les propriétaires de la Nouvelle-Orléans et les locataires qui consomment de l'eau.

On peut dire que c'est de plus fort en plus fort. Voici les noms des fondateurs de cette Compagnie qui s'offre à débarrasser la ville de ses Waterworks à des conditions aussi libérales.

MM. Jas F. Casey, Joseph Hernandez, Wm G. Brown, J. H. Oglesby, John Lockwood, Frank Remmick, H. V. Barringer, C. H. Kilgour, Thos. W. J. Burke, S. N. Burbank, W. R. Fish, Jno. M. Rawlins, R. W. Young, Mc K. Brown, F. M. Hetterton.

Si ce bill passe, nous publierons les noms de ceux qui auront voté pour, c'est-à-dire qui se seront crus autorisés, par leur mandat législatif, à faire cadeau à une compagnie d'une propriété de la ville valant plus de deux millions de dollars. Peut-être pourrons-nous dire aussi quel aura été le courtage législatif payé pour un présent de cette valeur.

SOIRÉE MASQUÉE.—Une soirée masquée doit être donnée, le samedi, 25 courant, dans la Salle de la Bourse, encoignure Passage de la Bourse. Nous remercions le président de la Société de l'Invitation qu'il nous a adressée.

THÉATRE DE L'OPÉRA.—Nous rappelons aux charmantes habitudes des matinées, que l'on donne demain, samedi, *La Favorite*, grand opéra en quatre actes, de Donizetti. C'est la première fois, croyons-nous, que l'on joue dans une représentation d'après-midi, un ouvrage de cette importance. Aussi tenons-nous, d'avance, pour certain, qu'il y aura foule à la matinée de demain. *La Favorite* est interprétée d'une manière brillante par Mlle d'Edelsberg (Léonore) MM. Cazeaux (Fernand), Dumestre (Alphonse) et Castelmary (Balthazar).

Samedi soir, *Le Songe d'une Nuit d'été*, opéra-comique en trois actes, d'Ambroise Thomas.

## Autres nouvelles par le câble.

Les nouvelles suivantes sont données par une dépêche de Bordeaux du 19 :

Dans la session de ce jour de l'Assemblée nationale, qui été nommés vice-présidents MM. Louis-Joseph Martel, Benoist d'Azy, Ludovic Vitet et Léon de Malleville.

Une résolution a été transmise à l'Assemblée, proposant M. Thiers pour chef du pouvoir exécutif, avec droit de nommer un ministère, mais à condition que le pouvoir de la République serait exercé sous le contrôle de l'Assemblée. Cette résolution est signée de MM. Dufaure, de Malleville, Vitet et Barthélemy-St-Hilaire.

Un télégramme de Leipsick, 17, annonce qu'il circule, parmi les prisonniers français en Allemagne, une pétition de l'Assemblée nationale, demandant que la question de savoir si le futur gouvernement de la France sera une République ou une Monarchie, soit soumise au suffrage universel.

Bordeaux, 19 février.—Voici la composition du nouveau ministère : Président du Conseil, Ruffet ; ministre de la guerre, général Le Flô ; travaux publics, de Larcy ; instruction publique, Jules Simon ; commerce, Lambrecht ; affaires étrangères, Jules Favre ; intérieur, Picard ; justice et cultes, Dufaure ; marine, Jauréry. (Une autre dépêche désigne le contre-amiral Pothuau).

Versailles, 18 février.—Il y a évidemment une disposition de la part de la Prusse à abandonner une bonne partie de ses demandes. Il est probable que l'Empereur abandonnera l'idée d'entrer à Paris et que les troupes allemandes quitteront le voisinage de Paris avec toute la promptitude possible et évacueront la France aussitôt que cela sera praticable après que des garanties suffisantes auront été données pour le paiement d'une indemnité de 150 millions de livres sterling.

L'archevêque de Rouen est arrivé avec une pétition, demandant une réduction de la contribution de guerre imposée à Rouen.

Deux mille fantassins prussiens ont traversé la frontière suisse à la poursuite d'une troupe militaire française, et ont rencontré des troupes suisses qui leur ont commandé de déposer leurs armes. Cinquante ont obéi ; les autres se sont échappés.

Bayre, février.—Des agents de police font des perquisitions dans les quartiers turbulents de Paris pour découvrir les armes et les grenades. Les autorités ne s'attendent à aucune tentative organisée pour empêcher l'entrée des Prussiens, mais on craint que les gens turbulents de Belleville et de la Villette ne fassent des démonstrations contre le roi et contre M. Bismarck ; mais depuis l'exaspération est à son comble. La police a déjà saisi quantité de grenades, et on pense qu'il y en a beaucoup plus de cachées.

Certaines gens croient que les Prussiens abandonneront leur projet d'entrer dans la ville, mais les autorités les mieux informées sont certaines qu'ils la traverseront. Toutes les anciennes familles dans le faubourg Saint-Germain partent ; on dit généralement que leurs maisons seront fermées et qu'aucun habitant ne doit sortir pendant que les Prussiens seront dans la ville, et qu'après leur départ ils paraîtront lorsqu'ils auront passé devant l'arc-de-triomphe comme signe que les Prussiens devra faire disparaître tout ce qui aura été souillé par les Allemands.

Londres, 19 février.—On signale des intrigues actives à Berlin pour la neutralisation de la Savoie.

Les Alsaciens et les Lorrains actuellement à Berlin ont tenu une réunion dans laquelle ils ont déclaré leur désir de rester Français. Ils ont protesté contre la cession de leurs départements comme un infamie.

Paris, 19 février au soir.—Une force considérable de mobiles sont occupés à construire des barricades dans la rue de l'Impératrice. Le travail s'exécute par ordre des Commissaires des Barricades.

L'ennemi a ordonné que le Préfet de Saint Denis levât une contribution de cent francs.

Pour empêcher une collision à l'entrée des Prussiens, ordre a été donné à un grand nombre des bataillons de la Garde nationale de rentrer les cartouches en leur possession.

Le bruit court aujourd'hui qu'il n'y aurait pas d'entrée triomphale dans Paris. Si ce n'était pas vrai, pourquoi *Peuple* ce reproduirait-il le *Moniteur de Siège et Blocus* qui annonce l'entrée triomphale des troupes ?

Le journal *Le Soir* a donné un dîner d'adieux à l'ambassadeur anglais et il est parti aujourd'hui pour Bordeaux.

Tous les journaux sont supprimés, excepté le *Journal officiel*, le *Gaulois*, le *Figaro*, le *Temps*, le *Soir*, le *Constitutionnel*, le *Petit Journal* et le *Petit Moniteur*.

Paris, 20 février.—Le général Vinoy a publié un ordre du jour annonçant que les Prussiens ne feront pas leur entrée triomphale dans Paris. Ils n'occuperont que la partie nord-est de la ville, entre la Seine et la Marne, et ne dépasseront pas les Champs-Elysées. Ils ne resteront que trois jours